

du Canada et des États-Unis. Les conditions de travail là-bas (très bas salaires, sécurité et hygiène au travail dérisoires, etc.) posent aussi un problème aux syndicalistes du Sud (en sus des menaces physiques lorsqu'ils essaient de syndiquer les ouvriers). Les rencontres syndicales internationales (dont celle de Québec) deviennent plus fréquentes. Le rôle de l'Organisation régionale interaméricaines des travailleurs (ORIT), siégeant à Caracas, (au Venezuela. Président : Luis Anderson) gagne en importance.

À Limoilou, le docteur Manuel Rosenthal, de Cali (Colombie), a rapporté que les baisses de tarifs à l'importation (surtout des produits textiles) demandées par les institutions financières internationales ont produit une dépression économique en Colombie (décroissance de 4% en 2000) et entraîné la fermeture 20 000 petites et moyennes entreprises depuis 1993. La Colombie fait face aussi à la guerre déclenchée par les États-Uniens contre le narco-trafic. Le Dr Rosenthal a exprimé l'opinion que «les gens du Nord devraient peut-être réviser leur système de vie - c'est-

La dirigeante indigène a aussi fait le détail les ravages de la dollarisation (conversion du sucre, l'ancienne monnaie nationale, au dollar) en Équateur, surtout parmi les peuples indigènes dont la pauvreté est déjà notoire. Selon elle, les termes d'échange ont été catastrophiques pour presque toute la population équatorienne, déjà mise à l'épreuve par une dure crise économique. En janvier 2001, d'importantes manifestations populaires ont eu lieu à travers l'Équateur «contre le modèle néo-libéral». Mme Chancoso a établi des liens entre les politiques du gouvernement équatorien et des intérêts financiers et économiques étrangers. Elle a exprimé la demande que la dette extérieure de l'Équateur (54% du budget national est affecté à la dette) soit annulée.

«Le plus grand poumon du monde, l'Amazonie, est en train d'être détruit», s'exclamait Hector Fajardo, le président de la Centrale des travailleurs de Colombie, se référant aux opérations de fumigation en Amazonie colombienne. On pouvait s'y attendre, il est aussi passé au chapitre des assassinats : 2500 activistes syndicaux

pensatoires gérés depuis Bruxelles, qui ont aidé le Portugal, la Grèce et l'Espagne à s'intégrer à la Communauté européenne. Ce thème significatif rejoint le discours inaugural, au sommet officiel, du président mexicain Vicente Fox. Il préconisait d'aborder les problèmes avec une pensée «créatrice, latérale : que tous les pays d'Amérique latine consacrent un pourcentage de leurs dépenses militaires à un fonds de cohésion sociale.» L'obstacle de taille à des paiements compensatoires aux pays du Sud est, alors que l'Europe occidentale est composée d'une majorité de pays industrialisés, plutôt riches, seulement le Canada et les États Unis peuvent être qualifiés de pays pleinement développés dans l'hémisphère occidental.

Le député uruguayen Carlos Baraibar relevait un fait qui passe inaperçu au Nord : l'émergence d'une gauche démocratique dans le cône sud (Partido dos Trabalhadores est au pouvoir dans l'état de Porto Alegre, au Brésil; Marta Supplício, de la même mouvance, occupe la mairie de la métropole, Sao Paulo; un parti qui lui est apparenté, Frente Amplio, a 40% du vote en Uruguay). «En Amérique latine, la gauche a dû se renouveler au risque de disparaître», analyse Baraibar. La tendance n'est pas de bon augure pour la signature d'un traité Zléa.

Hugo Chavez, président du Venezuela, est connu comme un nationaliste dans la tradition du *libertador* Simon Bolivar. Dans la Déclaration du Sommet des Amériques, le Venezuela «réserve sa position» sur la référence à la *démocratie représentative* qui, selon Chavez, a servi de paravent à la corruption et au vol de fonds publics dans les régimes antérieurs. Le Venezuela, à l'encontre des autres signataires, se donne un horizon au-delà de 2005 pour intégrer une éventuelle Zléa et se propose déjà de soumettre tout traité à un référendum national. Commentant la Déclaration du Sommet des peuples, M. Chavez a déclaré à *Recto Verso* : «J'ai lu la déclaration, qui me plaît beaucoup. Il s'agit de démocratie participative. Moi, je suis en train de participer maintenant à un sommet de présidents et je leur dis : Attention, si nous, les présidents, nous promenons d'un sommet à l'autre, pendant que les peuples vont, eux, d'abîme en abîme! Les sommets doivent en fait être pour les peuples, nous ne devrions être que les instruments des peuples. Sinon, nous n'avons plus le droit de parler de démocratie.» □

Un fait passe inaperçu au Nord : l'émergence d'une gauche démocratique dans le Cône sud.

à-dire ne plus se droguer pour pouvoir supporter leur destin (*get a life*, en anglais - presque intraduisible en français). Ce ne sont pas les Colombiens qui sont violents, mais l'engrenage qui les entoure.»

Comme par hasard, les zones où les fumigations de plantations de coca ont lieu, accompagnées d'expulsions de population, sont aussi susceptibles de renfermer d'importants gisements de pétrole. Blanca Chancoso, de l'ethnie Quit chua, dirigeante de la CONAI (Association nationale des communautés indigènes d'Équateur), a décrit la situation devant un auditoire passionné par son discours au *Cégep Limoilou*, en Basse-Ville de Québec. L'établissement est connu pour l'engagement politique de ses étudiants. L'Équateur, pays pauvre, a déjà dû accepter un nombre de cultivateurs colombiens estimé à dix mille, déplacés à cause des combats et défoliations. Blanca Chancoso demandait la présence sur les lieux «d'une mission d'observateurs étrangers intégrés aux peuples indigènes».

tués depuis dix ans en Colombie, dont trente-cinq depuis environ un an. Le syndicaliste colombien rejoint ainsi les nombreuses voix des Amériques qui conçoivent un traité seulement dans la mesure où il reflète l'ensemble des revendications des travailleurs : droits de l'Homme au sens le plus complet, protection de l'environnement, etc. Pedro Escate, leader syndical minier du Pérou, mettait l'accent sur l'importance de vrais tribunaux - non pas de simples «centres d'écoute» - tenant compte des intérêts ouvriers.

Faisant preuve d'une admirable prévoyance dans les circonstances colombiennes (déclenchement du *Plan Colombie* par les États-Unis en décembre 2000, guerre civile, 2,5 millions de personnes déplacées), M. Fajardo regarde plus loin que la tragédie actuelle : «Nous apprécions ce que fait l'Union européenne au niveau social. Si un traité interaméricain est signé, nous voulons un document qui réponde aux vrais besoins de la société civile des Amériques.» Henri Massé donnait l'exemple des fonds com-